PROCES VERBAL
CONSEIL DU 23 MAI 2014

**COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE
PROVENCE METROPOLE**

Conseil de Communauté

Procès Verbal de la séance du 23 Mai 2014

**La séance est ouverte à 14 H 30
sous la Présidence de Monsieur Guy TEISSIER,
Député des Bouches-du-Rhône
Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole**

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Robert ASSANTE - Colette BABOUCHIAN - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Mireille BENEDETTI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Michael BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Jean-Louis BONAN - Patrick BORE - Nicole BOUILLLOT - Valérie BOYER - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Sophie CELTON - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Jean-Marc COPPOLA - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Dominique DELOURS - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Eric DIARD - Nouriati DJAMBAE - Emilie DOURNAYAN - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Josiane FOINKINOS - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Karim GHENDOUF - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - José GONZALES - Régine GOURDIN - Marcel GRELY - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Albert LAPEYRE - Eric LE DISSES - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Daniel NAVARRO - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Christiane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Guy PONTOUS - Roland POVINELLI - Véronique PRADEL - Marlène PREVOST - Marine PUSTORINO - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Sandra SALOUM-DALBIN - Guy SAUVAYRE - Isabelle SAVON - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Didier ZANINI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Solange BIAGGI - Patrick GHIGONETTO représenté par Jérôme ORGEAS - Annie GRIGORIAN représentée par Régine GOURDIN - Daniel HERMANN représenté par Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Garo HOVSEPIAN représenté par Samia GHALI - Laurent LAVIE représenté par Grégory PANAGOUDIS - Patrick MENNUCCI représenté par Eugène CASELLI - Claudette MOMPRIVE représentée par Martine GOELZER - Jean MONTAGNAC représenté par Emilie DOURNAYAN - Lisette NARDUCCI représentée par Michel DARY - Roger RUZE représenté par Bernard MARTY - Lionel VALERI représenté par Andrée GROS - Patrick VILORIA représenté par Eric LE DISSES - Karim ZERIBI représenté par Nouriati DJAMBAE.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Bruno GILLES - Nathalie LAINE - Virginie MONNET-CORTI - Marie MUSTACHIA - Brigitte VIRZI-GONZALEZ.

Monsieur LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, le quorum étant atteint, je déclare la séance ouverte.

Je voudrais vous faire part d'une procédure d'urgence. Le rapport n°14 bis relatif à la création d'un comité de pilotage pour le projet métropolitain n'a pas été diffusé dans le délai réglementaire de 5 jours. En effet, pour répondre aux demandes de la mission interministérielle et avec l'installation imminente du comité paritaire territorial de projet, il est nécessaire de mettre rapidement en place une structure de pilotage politique de ce processus. Le nécessaire dialogue avec l'ensemble des Maires a conduit à une finalisation tardive de ce dossier. Aussi, conformément aux dispositions de l'article L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, je demande l'adoption de la procédure d'urgence sur le rapport 14 bis.

S'il n'y a pas d'observation, la procédure d'urgence sera adoptée.

Y a-t-il des observations ?

(Pas d'observation)

Je vous remercie.

I – APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 25 AVRIL 2014

Monsieur LE PRESIDENT.- Je demanderai d'approuver, en manifestant votre intention, le procès-verbal de la séance du 25 avril 2014 qui vous a été diffusé. S'il n'y a pas d'observation, il est adopté.

Le procès-verbal de la séance du 25 avril 2014 est adopté.

II – INFORMATION AU CONSEIL : AVIS DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES SUR LES DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT ET LES RÉPONSES APPORTÉES PAR MPM

Monsieur LE PRESIDENT.- La Chambre Régionale des Comptes a examiné les délégations de service public dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, attribuées par le Conseil de Communauté du 31 octobre 2013.

Les avis de la Chambre Régionale des Comptes et les réponses apportées par MPM vous ont été communiqués conformément aux dispositions de l'article L1411-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Je donne la parole à ceux ou celles qui veulent s'exprimer sur ces questions.

Madame DJAMBAE.- Monsieur le Président, mes chers collègues, la Chambre Régionale des Comptes vous restituait un espace de renégociation de ces contrats si peu favorables à la collectivité et si profitables aux sociétés privées.

Monsieur Tessier, vous aviez là une occasion unique de vous donner une image de défenseur de l'intérêt général. Au lieu de cela, vous nous servez un vibrant plaidoyer, qui montre votre volonté de ne pas tenir compte des remarques de la

CRC. C'est bien dommage pour nos concitoyens, qui vont encore pendant 15 ans payer l'eau bien trop cher. Les écologistes ont toujours affirmé leur attachement au retour en régie publique des services de l'eau et de l'assainissement. Ils ne sont pas les seuls : les centristes à Montpellier, l'UMP à Nice, Bordeaux ou Aix, les socialistes à Paris et à Grenoble l'ont fait, à la grande satisfaction des usagers.

Ce travail serait-il au dessus de vos forces ? Il est de notoriété publique qu'il existe une vieille la tradition de connivence entre les dirigeants de la SEM et le monde politique marseillais. Nous regrettons – avec les antécédents malheureux que nous connaissons tous – le manque de transparence dans l'établissement de ces contrats. Mais les dés étaient-ils pipés dès le départ ? Sinon, pourquoi les anciens délégataires se seraient-ils dispensés d'établir à temps l'inventaire détaillé des biens ? Pourquoi ? Sinon parce qu'ils savaient bien qu'ils allaient se succéder à eux-mêmes ! Mais nous faisons nôtres les critiques de la CRC sur la transparence de l'appel d'offres. Qu'aucune société candidate n'ait cru bon d'attaquer en justice ne prouve rien si ce n'est une possible entente préalable.

Mais regardons vos positions sur le fond. Le plus important pour nous, c'est l'intérêt des usagers. Cette délégation va leur coûter très cher. Et en plus le contribuable devra payer pour le traitement des boues, l'aide aux plus démunis, les taxes foncières, et le contrôle financier. Vous acceptez un taux de rentabilité de 4,89 % pour la SEM, 6,9 % pour la SERAMM, très largement supérieur au rendement de n'importe quel placement financier. En fait notre expert a reconstitué le résultat d'exploitation pour la SERAMM (fichier SERAMM-CEP rectifié 2014-2028). Il représente, en fait, près de 10 % du chiffre d'affaires. Avec un taux de rentabilité interne anormal de plus de 20 % : c'est deux fois trop. Les calculs des frais financiers et les amortissements masquent cette réalité. Cette rentabilité est également obtenue par la suppression d'un emploi sur 4 dans les années qui viennent.

Et ce n'est pas tout. Les prévisions d'investissements sont probablement gonflées. Les 50 à 60 millions d'euros d'investissements promis par la SEM comme par la SERAMM, sont à des niveaux bien plus élevés que lors des années précédentes. Ajoutons 2 % de frais de siège pour la SEM, 3,3 % (soit 2 millions d'euros par an) pour la SERAMM (alors que le document initial prévoyait 0,5 % : la négociation a été de toute évidence favorable aux sociétés privées). Sans compter les frais de tuilage, à nos yeux superflus, 6,8 millions d'euros pour la SEM, pour que les délégataires se succèdent à eux-mêmes ! N'oublions pas le rachat des compteurs pour 2,6 millions d'euros, alors même qu'ils sont déjà la propriété de MPM, et que leur valorisation financière ne repose sur aucun inventaire précis ! Et des frais financiers inacceptables, au vu des capacités d'autofinancement des délégataires, et d'une trésorerie surabondante : nous savons tous que nous payons notre facture d'eau en avance ! On s'aperçoit en fait que la somme affectée aux emprunts (pour l'eau) est la même que celle des dividendes qui seront versés aux actionnaires de Veolia... et ces frais financiers vont alourdir notre facture...

La Chambre des Comptes souhaite que soit mise en œuvre une rentabilité raisonnable et non pas excessive comme celle de ce contrat, d'autant plus que c'est sans risque. Il aurait été utile que MPM relise le premier contrat conclu par Gaston Defferre qui plafonnait les profits du délégataire à 2 % ; au-delà, entre 2 et 5 % la moitié du bénéfice allait à la Ville, et au-delà de 5 %, elle en recevait la totalité, à une époque d'inflation à 2 chiffres ! A cette époque, la Ville savait contrôler ses DSP. Hélas ! C'est bien fini. MPM abandonne ses responsabilités, par exemple, elle laisse au délégataire le choix des entreprises pour effectuer les travaux.

Plus grave, MPM reconnaît qu'elle a fait une évaluation sommaire du dispositif technique, sans inventaire comptable des biens de la DSP, inventaires qu'elle n'a pas su exiger jusqu'à présent lors des rapports annuels à la collectivité. La SERAMM a fourni son inventaire avec un retard de 17 jours, et sa garantie bancaire avec un retard de deux mois. Quant à l'inventaire de la SEM, près de 6 mois après l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2014 de la délégation, nous l'attendons toujours. Vous estimez que ces retards sont raisonnables. Que dit le percepteur lorsque nous avons deux mois de retard ? Estime-t-il le retard raisonnable ?

Ce contrat est très insuffisant à nos yeux d'écologistes : pas de tarification progressive, la recherche des produits dangereux pour la santé dans les rejets dans le milieu naturel est limitée aux seules molécules obligatoires, pas de recherche des résidus médicamenteux, et un risque non évalué à partir de 2016 de rejets d'eau radioactive dans le canal de Marseille.

Monsieur Tessier, vous pouviez acquérir la stature d'un grand politique, en refondant ce document ou en passant en régie. Vous ne le faites pas. C'est regrettable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Madame pour cette longue intervention qui comporte de nombreuses contrevérités, j'y reviendrai.

Monsieur POGGIALE.- Monsieur le Président, chers collègues, la Chambre Régionale des Comptes a donc émis de « *sérieuses réserves* » sur les contrats de DSP. Elles vont jusqu'à mettre en cause l'écart entre les cahiers des charges, les critères de sélection et les choix des délégataires.

Il appartient à celles et ceux qui ont présenté en octobre 2013 le choix des quatre DSP comme le choix de « *la transparence* » d'un « *très haut niveau d'exigence* », « *parfaitement contrôlé et protégeant le pouvoir d'achat des ménages... par la meilleure offre tarifaire* », de se défendre des avis de la CRC, qui disent exactement le contraire.

Je rappelle qu'ici au mois d'octobre, 28 conseillers communautaires dont nous sommes, n'ont pas approuvé ce choix de gestion par le privé.

La lecture des avis argumentés de la CRC renforce complètement notre opposition.

On a, en effet, très souvent l'impression de relire ce que nous avons pu dire tout au long du débat sur la définition du service public de l'eau et de l'assainissement que nous devons à nos concitoyens.

Alors, pourquoi accepter de verser des marges bénéficiaires substantielles pour les actionnaires des sociétés, des frais de siège élevés, alors que l'eau est un bien commun de l'humanité, dont le service est intégralement, je le rappelle, financé par les usagers ?

Pourquoi l'avoir fait sur des contrats de 15 ans et pas 10, renouvelables à la cinquième année, comme nous avons pu le dire en Commission spéciale, puis ici même en Conseil ?

Le niveau d'investissement a été l'argument avancé pour justifier la durée des 15 ans.

Or il faut rappeler que la participation du privé aux investissements ne représente que le cinquième des 520 millions d'euros de travaux de renouvellement

et d'investissement à faire. Mais en plus cette participation des délégataires n'est en fait qu'une avance de trésorerie sur les travaux, que les usagers vont lui rembourser tout au long de ces années, intérêts financiers compris, cela va de soi.

Pourquoi, malgré notre demande répétée, nous n'avons jamais disposé de l'inventaire réel des biens en retour qui appartiennent à la collectivité ? En particulier de la Société des Eaux de Marseille comme le souligne la CRC ?

Pourquoi dans le même EPCI, les usagers peuvent-ils avoir un accès à l'eau très en dessous des 3 euros à Gémenos et Plan-de-Cuques et autour de 3,40 euros pour les autres communes, suivant que le service est en régie ou en DSP ?

Pourquoi laisser entendre une baisse du prix de l'eau en sachant que pour 80% des usagers, la facture du mètre cube reprendra son cours actuel dès 2015 et 2016 ?

Ces contrats sont aujourd'hui attaqués au Tribunal Administratif.

Avec la publication des avis de la CRC, le risque est réel d'aller vers une annulation des contrats ; ce qui mettrait notre Communauté urbaine dans une situation plus que complexe.

Voilà pourquoi dans cette séance, nous faisons la proposition d'entamer le processus d'une reprise en gestion publique de ces deux services au public, pour mettre fin au plus tôt à ces contrats de DSP.

Dans cette optique, je renouvelle quatre propositions que nous avons défendues dans le débat :

Première proposition : la création d'un établissement public ad hoc, intégrant les salariés des délégataires, dont le savoir-faire, la technicité, sont unanimement reconnus, ainsi que les installations, les réseaux qui font la qualité des outils et qui sont, rappelons-le, financés à 100% par les usagers.

Je rappelle qu'au premier janvier 2014 l'effectif des personnels couvre 480 emplois à temps plein pour l'assainissement et 476 pour l'eau, soit 956 au total avant la réalisation de toutes les mutualisations de services.

Deuxième proposition : Au niveau de l'approvisionnement du canal de Marseille et en perspective du projet métropolitain, pourquoi ne créerions-nous pas une société publique locale avec les communes et les agglos concernées aussi par l'échéance du renouvellement de leurs contrats.

Troisième proposition : Une mise à l'étude d'une nouvelle tarification progressive, écosolidaire, pour harmoniser par le bas le prix du mètre cube, afin de ne pénaliser aucun usager et pour inciter à une consommation raisonnable.

Quatrième proposition : La création par notre collectivité d'un comité citoyen de l'eau, associé aux choix et au contrôle de la mise en œuvre du service public sur tout le territoire de MPM.

En espérant avoir été entendu, merci Monsieur le Président.

Monsieur CASELLI.- Monsieur le Président, mes chers collègues. Nous venons d'entendre deux interventions qui font une relecture de ce que dit la Chambre Régionale des Comptes, sans nuance et sans recul.

Alors, permettez-moi de faire allusion à mon tour aux réponses sur 47 pages que vient de faire l'administration de MPM que vous dirigez, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, chers collègues, permettez-moi de me réjouir de la qualité des réponses apportées par les services de MPM au rapport de la Chambre Régionale des Comptes.

En effet, tant au niveau des aspects financiers, que des aspects juridiques, tant au niveau de la forme que du fond, ces réponses sont précises, argumentées, pertinentes et sont de nature à lever tous les doutes qui auraient pu subsister en matière de choix de la Communauté urbaine, de transparence et de qualité des décisions qui ont été prises sur tel ou tel aspect du contrat :

Durée, publicité, rôle de la Commission de Délégation de Service Public, rôle de la Commission AGER, qualité des négociations avec les Sociétés, critères de choix, économie du contrat, politique tarifaire, période de tuilage, outil de contrôle, question spécifique des compteurs, inventaires des biens, etc.

Tout est passé au scanner.

Toutes les réponses sont étayées de jurisprudences et d'arguments factuels et incontestables prouvant que les obligations légales ont toujours été observées, mais que souvent aussi, la Communauté urbaine est allée au-delà de ce que lui imposaient les textes.

Sur le fond, ces contrats sont probablement, et j'ose le dire, les contrats les plus encadrés pour les DSP de ce type et de cette importance, sur le territoire de notre pays.

Sur la forme, le prix de l'eau est inférieur de 20% à ce qu'il était auparavant, les investissements s'élevant pour la période à 367 millions d'euros, dont 60 millions d'euros de travaux neufs, le reste étant des travaux d'entretien sur les 15 années.

Le tarif de l'assainissement n'a pas régressé, mais le délégataire prend à sa charge 60 millions d'euros supplémentaires de travaux neufs qui vont largement contribuer à régler le problème de la pollution des plages, notamment à Marseille.

Les Maires et les élus de la Commission AGER ont été largement associés à la construction du cahier des charges et l'Assemblée a été informée, chaque fois, en temps utiles au cours de deux séances.

Les intérêts de nos concitoyens ont été à l'évidence préservés. Je rappelle que la propriété de l'eau appartient à la collectivité. C'est MPM qui est propriétaire de l'eau. Elle ne donne que la délégation de l'exploitation aux sociétés délégataires, ce qui prouve que l'eau est un bien commun puisqu'elle appartient à la collectivité qui représente nos concitoyens.

Et puis, je ne reviendrai pas sur ce que peut coûter une régie ou un SPL sur l'eau. A l'évidence, le calcul économique n'est pas fait aujourd'hui par rapport aux finances de MPM, aux possibilités fiscales de MPM d'un côté et ce que coûterait un SPL. On en reparlera sur Aubagne dans quelque temps probablement.

Donc en conclusion, c'est une grande satisfaction et je vous demande en mon nom de féliciter les services et notamment Messieurs Blanquefort et Mertz en

particulier pour ce superbe travail de réponse que je qualifierai de bénédictin et qui fait honneur à la Communauté urbaine que vous présidez.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Caselli.

Vous l'avez bien compris, Madame, Monsieur Poggiale, je n'ai pris que la part qui était la mienne à l'époque, c'est-à-dire celle d'un élu membre de cette Communauté urbaine. Je dois dire que je corrobore les déclarations de M. Caselli à cet instant, car ces contrats, ces DSP reflètent la volonté d'une majorité politique de l'époque. Cela a été dit, tout a été clair et soumis en Commission et cela a été voté. C'est la première chose.

Deuxièmement, je ne suis ni magistrat, ni préfet et cette affaire ne me concerne pas directement. Elle concerne l'ancienne majorité. L'ancien Président vient de s'exprimer de manière très claire et je l'en remercie. Je voudrais corroborer ses dires par rapport au travail qui a été fait dans la continuité républicaine par les hauts fonctionnaires qui ont fourni à M. le Préfet de Région tout ce qu'il faut pour qu'il puisse arbitrer. Et c'est lui qui se prononcera sur les choses éventuelles, qui pourraient, comme on l'entend dire, être irrégulières.

Madame, vous avez dit que je me serais grandi si j'avais profité d'annuler cette DSP pour passer en régie. Je n'en suis pas sûr. Mais permettez-moi de vous dire que, sans doute parce que vous avez l'ardeur d'une néophyte, qu'il n'est pas possible de revenir en arrière. Nous sommes tenus de respecter ce qui a été fait et voté. Peut-être quelquefois en fonction de ce que nous dira le Préfet, nous pourrions revenir sur certaines choses, mais nous ne pourrions rien bouger. Permettez-moi de vous dire, et ça, j'en suis sûr et je pense que les Marseillaises et les Marseillais sont unanimes tout comme les communes qui sont livrées par la SEM, que la qualité de l'eau de Marseille est exceptionnelle. Or, vous nous avez parlé de menace nucléaire, de choses épouvantables comme vous savez l'agiter de temps en temps et surtout à la veille d'élections, je peux vous dire que cette eau est extraordinaire.

D'ailleurs, je suis très étonné car d'ordinaire, les écologistes, vos collègues, vantent la qualité de l'eau du robinet. Alors, mettez-vous à la page, vous n'êtes plus dans le temps d'aujourd'hui. Merci Madame.

(Applaudissements)

III – EXAMEN DES RAPPORTS

COMMISSION FONCTIONNEMENT ET MAITRISE DES COUTS

Monsieur LE PRESIDENT.- Les rapports que nous allons maintenant examiner relèvent de la Commission « Fonctionnement et Maîtrise des coûts ».

Monsieur Blum, cette Commission s'est réunie le lundi 19 mai, pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur BLUM.- Monsieur le Président, merci. Effectivement, nous nous sommes réunis pour examiner les différents rapports. L'ensemble des rapports a reçu un avis favorable. Certains rapports ont fait l'objet de quelques réserves,

d'autres ont été votés à l'unanimité. Je n'entre pas dans le détail, car il n'y a pas de problème particulier sur cette Commission.

1. FCT 001-23/05/14 CC - Détermination du nombre de Vice-présidents de la Communauté urbaine

Monsieur LE PRESIDENT.- Le premier point de l'ordre du jour porte sur la détermination de l'effectif des Vice-présidents.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le nombre de Vice-présidents ne peut être supérieur à 15. Je vous rappelle que ce chiffre est déterminé par le Code Général des Collectivités Territoriales et non par le Président. Donc je propose qu'il soit fixé au seuil maximum, c'est-à-dire 15.

Je mets aux voix le rapport n°1.

Monsieur POVINELLI.- Monsieur le Président, nous avons eu pendant x années, la présidence de M. Gaudin. Pendant ces années-là, nous avons travaillé en équipe que l'on soit de droite ou de gauche. Je peux dire que l'on a bien travaillé, pas dans un esprit politicien, mais dans l'esprit de faire avancer les dossiers quels qu'ils soient.

Ensuite, M. Caselli est arrivé et nous avons fait la même chose. Il est arrivé dans les conditions que nous savons, nous n'allons pas refaire l'histoire.

Or, aujourd'hui, vous nous dites qu'il y a 15 Vice-présidents...

Monsieur LE PRESIDENT.- Ce n'est pas moi qui le dis.

Monsieur POVINELLI.- Oui, je sais, c'est la loi, mais parmi les 15 Vice-présidents, il y a 12 Maires. Je pensais que 13 Maires étaient de droites, affichés, et deux sans étiquette. J'apprends que maintenant ils sont avec vous, donc ils ne sont plus sans étiquette. Ils se reconnaîtront. Cela fait donc 12 et 3.

Or, pour ces trois, vous auriez pu faire comme l'a fait votre collègue Maire d'Aix-en-Provence, Mme Joissains. J'ai ici la liste : sur 15 Vice-présidents, 10 sont de droite et 5 de gauche, socialistes et communistes. Nous aurions pu faire la même chose ici dans cette Assemblée.

Vous avez décidé, pour des raisons que j'imagine, de ne pas aller dans ce sens-là et vous avez nommé comme Vice-président, et je n'ai rien contre ces personnes-là, M. Lionel Royer-Perreaut...

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Présent !

Monsieur POVINELLI.- (*S'adressant à M. Royer-Perreaut*) Cela me permet de vous connaître, car je ne vous connaissais pas.

Je crois savoir que c'est la personne qui vous a remplacé à la Mairie du 9/10, Monsieur le Président.

Puis, il y a une deuxième Vice-présidente, une dame qui représente le groupe, Mme Caradec. Et enfin, un troisième Vice-président, M. Assante.

Vous auriez pu faire comme Mme Joissains à Aix-en-Provence, vous ne l'avez pas fait, vous avez certainement vos raisons.

Je vous dirais simplement ceci. Vous commettez une erreur politique, Monsieur le Président, et je vais vous dire pourquoi. Vous êtes en train d'agir exactement comme nous agissons, nous les Maires, de droite ou de gauche, dans nos communes. Je vais être très clair. Nous nous sommes tous présentés sur un programme devant nos électeurs. Nos adversaires ont fait de même. C'est nous qui avons été élus sur un programme municipal que nous appliquons lorsque nous avons été élus. Ceux qui ont été battus ne peuvent pas gérer la commune bien entendu.

Or, vous, en tant que Président de la Communauté urbaine, vous êtes Président parce que la Mairie de Marseille est restée à droite et que nous avons perdu un certain nombre de communes. Mais vous n'avez pas été élu, vous et les autres, sur un programme.

D'ailleurs nous ne connaissons pas votre programme, vous n'en avez pas !

(Brouhaha)

Si ce que je dis vous ennuie, prenez la parole !

Vous n'avez pas de programme, nous ne connaissons pas votre programme. Partant de là, vous avez fait un choix politicien en donnant des places à vos amis politiques. En revanche, les Maires de gauche eux, je ne vais pas dire qu'ils sont pestiférés, mais presque.

Il faut arrêter de nous dire ceci ou cela. Nous avons tous bien compris. Je voulais simplement vous faire savoir que nous sommes au courant de ce qui se dit et de ce qui se fait et ce n'est pas normal !

Ce n'est pas normal, car vous allez à l'encontre de ce qu'ont fait M. Gaudin et M. Caselli pendant des années.

Je voudrais, puisqu'il y avait quelques holà sur les bancs de votre majorité qui peut-être d'ailleurs sera un jour la minorité, dire que dans 18 mois, Monsieur Teissier, nous aurons la Métropole, que vous le vouliez ou pas. Le problème, et là je m'adresse aux Maires de droite qui savent tout, c'est que vous avez toujours été, pour la plupart des Maires de droite, pour la Métropole du moment que vous étiez membres d'un parti politique.

Je voudrais simplement vous faire remarquer (et écoutez bien ce que je vais dire, car vous ne le savez peut-être pas) que le jour où la Métropole va entrer en exercice, le 1^{er} janvier 2016, vous deviendrez des Maires de secteur, voilà ce que vous serez !

Monsieur MORAINÉ.- Ce n'est pas mal !

Monsieur POVINELLI.- Allez demander à M. Assante et aux autres Maires de secteur s'ils avaient beaucoup de pouvoir, Monsieur ! Arrêtez de prendre les gens pour des imbéciles ! Je tiens à vous le faire savoir.

Et pour ceux qui augurent mal dans 18 mois, car si c'est vous le Président de la Métropole, vous allez agir exactement comme pour la Communauté urbaine. Et là je vous souhaite beaucoup de plaisir et je vous souhaite beaucoup de plaisir aussi.

Monsieur LE PRÉSIDENT.- Monsieur Povinelli, merci, je vous ai compris. Qui souhaite prendre la parole ?

Monsieur ROSSO.- Monsieur le Président, merci de me donner la parole, vous savez que je ne suis pas long.

Tout d'abord, je peux vous dire que tous les Maires élus Vice-présidents y compris ceux qui ne sont pas Maires et que je ne connais pas méritent d'être Vice-présidents. Je connais Robert Assante, il a fait un travail extraordinaire. Vous savez que je suis très attaché à la démocratie.

Ce qui est gênant, c'est que vous écrivez : « *Chers collègues, pour faire suite à nos différents échanges en Conférence mensuelle des Maires, le 16 mai dernier, je vous communique le projet de la liste des Vice-présidents et les délégations correspondantes. Comme c'est l'usage...*

Vous avez raison, c'est l'usage.

...l'ordre des Vice-présidents a été défini au regard des mandats exercés, parlementaires ou municipaux et de l'ancienneté dans la fonction. »

C'est vrai que c'est l'usage... L'usage, c'est M. Gaudin et M. Caselli. M. Gaudin a ouvert le bal. Mais l'usage n'a pas été respecté. Si je regarde bien les critères, cela n'a pas été respecté.

Je ne vais pas prendre part au vote, car je suis sûr que mes collègues Maires vont être élus. S'il y avait danger, je voterais pour eux, il n'y a pas de problème, mais les usages n'ont pas été respectés. Ils peuvent l'être si vous ajoutez une seule phrase : *l'ordre des Vice-présidents a été défini au regard des mandats exercés, parlementaires ou municipaux et de l'ancienneté dans la fonction « et à condition d'être de la sensibilité du Président ».*

Je vous remercie.

Madame GHALI.- Monsieur le Président, je ne vais pas redire tout ce qui a été dit par M. Povinelli et par M. Rosso. Vous connaissez la position de notre groupe, elle est claire. Je le dis encore une fois et ce, en qualité de Présidente de groupe, en aucun cas ce mécontentement est destiné aux élus qui seront Vice-présidents. Cela ne concerne pas les personnes, je tiens à le dire. Nous avons beaucoup de respect pour les uns et pour les autres, pour le travail qui est fait par les uns et les autres, même si nous ne partageons pas les mêmes convictions politiques. C'est important de le dire.

En revanche, il y a eu des habitudes par le passé. Vous modifiez ces habitudes et nous en tenons compte. Mais il est normal que nous disions aussi que nous ne sommes pas d'accord avec la façon de procéder d'autant que dans les autres Communautés d'agglomération, qu'elles soient présidées par la droite ou par la gauche, partout en France ou dans beaucoup de communes françaises et non des moindres, c'est encore ce qui se passe. Lorsque le Président est de droite, il y a des Vice-présidents de gauche et inversement.

Vous modifiez ici tout cela, dont acte.

Nous savons que nous avons la Métropole à préparer ensemble – je dis bien ensemble – pour qu'elle soit efficace pour l'espace métropolitain et pour tous les habitants de l'espace métropolitain. Finalement, le signal donné, et notamment à ceux qui sont opposés à la Métropole, n'est pas le meilleur des messages que l'on envoie aujourd'hui.

Nous étions réunis à l'Union des Maires samedi dernier. Il y avait le Maire de Marseille, M. Povinelli, M. Rosso, M. Illac, M. Molino. Beaucoup de Maires étaient présents à cette rencontre, beaucoup de Maires de droite étaient présents également. C'est monté très fort sur cette question et cela ne les a pas rassurés.

Il est important que nous puissions ensemble aussi préparer cette Métropole. Beaucoup de questions restent en suspens et elles sont nombreuses. Dans l'intérêt de l'espace métropolitain, il va falloir travailler sérieusement si nous voulons aussi être entendus au niveau national. Ce n'est pas encore gagné, je le dis.

C'est pour cette raison qu'en qualité de Présidente, je regrette cet état de fait, mais nous le respectons et c'est pour cette raison que nous ne participerons pas. Nous n'avons rien contre ceux qui seront Vice-présidents, nous leur souhaitons bonne chance et bon travail.

Comme nous l'avons dit, nous serons dans une opposition constructive, une opposition travailleuse qui sera toujours dans l'intérêt des habitants de la Communauté urbaine. Nous ne participerons donc pas au vote. Nous voterons pour le nombre de Vice-présidents, car il n'y a pas de débat sur ce sujet, en revanche, nous ne participerons pas au vote des Vice-présidents.

Monsieur ILLAC.- Monsieur le Président, mes chers collègues, pour ma part, je voulais intervenir sur le rapport suivant puisque ce premier rapport fait plutôt l'objet de la désignation du nombre de Vice-présidents qui est une application pure et simple de la loi. Mais puisque toutes les interventions sont faites au moment de ce premier rapport, nous n'aurons pas l'occasion d'y revenir sur le deuxième donc je vais compléter. Ainsi, nous en aurons terminé avec les interventions sur les vice-présidences.

Lors de la Commission Fonctionnement, nous avons émis une réserve de vote. Nous nous sommes largement exprimés, aussi bien durant la Commission que chaque fois que nous nous sommes rencontrés et avons pu échanger sur le sujet. Vous avez fait un choix, celui de prendre les 12 Maires de votre majorité. Une fois de plus, je le répète, il n'est pas question de mettre en cause le fait que des Maires de la majorité soient Vice-présidents. C'est une bonne chose pour eux et je pense que c'est un bon choix.

En revanche, entre le moment où nous avons émis cette réserve de vote en Commission et le moment où je vous parle, vous vous êtes exprimé dans la presse en disant clairement que les trois vice-présidences complémentaires, au-delà des Maires que vous avez choisi de nommer, étaient liées à un accord que vous avez eu avec M. Jean-Claude Gaudin, le Maire de Marseille, à l'occasion des municipales.

Vous comprenez que le Maire que je suis, dans l'éthique du fonctionnement de cette collectivité qui a été rappelée quant aux vice-présidences aussi bien sous la mandature de Jean-Claude Gaudin que d'Eugène Caselli, je ne peux pas accepter, et nous ne pouvons pas accepter, qu'on ait choisi de compléter les trois vice-présidences, au-delà des Maires de votre majorité, par des personnes que vous avez choisies selon des accords passés à l'occasion des municipales.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas dans cette politique d'accord. En tant que Maires, nous sommes là pour travailler et ces vice-présidences, vous auriez pu les donner à d'autres Maires en complément. Nous aurions choisi ensemble les trois

Maires ou en aurions discuté. Vos accords sont vos accords. Ils sont pour les municipales. Ici, nous ne sommes pas dans ces accords-là.

Donc, aujourd'hui, par votre comportement – l'explication que vous avez donnée dans la presse et que j'ai découverte ce matin est claire – vous dites simplement que vous aviez un accord pour Mme Caradec et M. Assante. Dont acte. C'est votre choix, vous l'assumez.

Mais cette explication sur les trois vice-présidences qui ne sont pas données à des Maires, mais à des personnes que vous avez choisies, nous ne pouvons pas l'accepter.

Mon groupe et moi ne faisons pas partie des gens qui d'habitude s'expriment par une non-participation au vote. L'histoire montre que la non-participation au vote a été faite par d'autres dans le passé, pour d'autres raisons. Nous souhaitons participer au vote, nous exprimer et assumer nos choix par des votes, mais aujourd'hui, c'est vous qui nous poussez à ne pas participer au vote. Les choix que vous avez faits selon vos accords, vous les entérinez vous, mais pas avec nous.

Donc mon groupe et moi, nous ne participerons pas au vote.

Madame BERNASCONI.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je suis un peu étonnée d'entendre ce que je viens d'entendre à cet instant.

On pouvait s'en douter, déjà quelques éléments dans la presse nous laissaient imaginer que ce débat serait ouvert aujourd'hui. Mais quand même, je dois vous dire que je trouve un peu malhonnête intellectuellement d'entendre parler de façon polémique de la nomination de Vice-présidents d'une majorité, dégagée ici même par les élections au sein de cet hémicycle. Il faudrait que la désignation des Vice-présidents ne soit pas le reflet du résultat des élections !

J'avoue que j'ai du mal à comprendre. Je parle sous le contrôle de Martine Vassal, ma Présidente au Conseil général, je n'ai jamais entendu, pourtant il y a des Maires élus, que des Vice-présidences seraient données à des représentants de l'opposition. Je parle aussi sous le contrôle de mon amie Arlette Fructus. Au Conseil régional, où pourtant des Maires sont élus, il faudrait donner des Vice-présidences aux représentants de l'opposition.

Ni M. Vauzelle, ni M. Guérini ne nous ont proposé de vice-présidences dans ce cadre-là.

On voudrait nous faire croire aujourd'hui que Guy Teissier est quelqu'un qui ne serait pas ouvert. Or, dès son installation comme Président de la Communauté urbaine, il a continué dans la tradition qui avait été dessinée par Jean-Claude Gaudin, celle du partenariat, de la concertation et de l'implication de chacun des Maires, mais également de chacun des élus au travail de la Communauté urbaine.

Qu'est-ce que je constate aujourd'hui, Monsieur le Président ? Que des propositions de présidences de Commissions ont été données, mais elles ont été refusées. Que vous avez souhaité associer au Bureau l'ensemble des Maires, mais que nous les trouvons hésitants. Que vous souhaitez qu'un comité de travail soit créé avec l'ensemble des Maires pour travailler sur ce qui constitue peut-être le plus gros enjeu des années à venir toutes proches, celui de la constitution de la Métropole et

de la préparation de ce dossier. Là encore, nous sommes dans la tradition ouverte par Jean-Claude Gaudin qui est celle du partenariat.

Monsieur le Président, je dois dire que je continue à ne pas comprendre ce débat. Ou alors oui, je le comprends, c'est un débat politique, c'est un débat polémique, c'est un débat qui n'a pas de fondement et surtout pas le fondement de celui qui devrait tous ici nous animer, celui du respect de la démocratie.

(Tumultes)

Monsieur le Président, votre décision aujourd'hui, est à la fois pleine de bon sens, gage d'efficacité pour nos concitoyens, mais aussi et surtout, c'est la seule décision respectueuse du suffrage universel, pilier de notre démocratie.

Je vous en remercie.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci beaucoup, Madame Bernasconi.

Monsieur MARANDAT.- Je vais prendre la parole dans cet échange entre les différentes majorités qui ont gouverné cette Communauté urbaine.

Mon cher Président, vous avez fait votre préambule avec un « Je vous ai compris » qui, historiquement, nous le savons, n'entraîne pas obligatoirement une bonne compréhension de ce qui se passe et des conséquences que cela peut avoir, mais c'est un autre problème.

En tout cas, ce qu'il est flagrant de voir aujourd'hui, c'est que lorsque la gauche est en position, un petit peu de faiblesse, ou un petit peu de délicatesse, tout d'un coup, son sectarisme est oublié et nous nous trouvons devant des gens qui prônent la participation de tous alors que nous savons dans les différentes assemblées qu'ils ont gouvernées ô combien la gauche en général est sectaire et malveillante envers l'opposition, voire même injurieuse.

(Applaudissements)

Monsieur Povinelli, je vous en prie, vous êtes actuellement en position de faiblesse et vous voulez essayer de nous faire croire que vous êtes des grands démocrates. Cela ne nous impressionne pas.

En tout cas, Monsieur le Président, il aurait peut-être été bien, puisque maintenant à l'instar de la gauche, le changement c'est maintenant, que vous nous proposiez une Vice-présidence, pourquoi pas !

(Tumultes)

Monsieur LE PRESIDENT.- Toutes les sensibilités se sont largement exprimées. Nous arrêtons là.

Juste un petit mot à M. Povinelli.

M. Povinelli a fait un grand numéro, nous expliquant qu'il était outré, scandalisé.

Je vais juste vous poser deux questions, cher collègue. La première est : combien d'adjoints de l'opposition avez-vous pris dans votre majorité actuelle ?

Monsieur POVINELLI.- Ce n'est pas pareil !

(Tumultes)

Monsieur LE PRESIDENT.- Tout le monde est élu.

Vous pouvez gesticuler, dire que vous ne comprenez pas. J'ai bien compris et vous aussi.

Deuxièmement, vous dites que les conseillers...

(Tumultes)

Il y a une volonté politique, car si nous sommes aujourd'hui une majorité, c'est parce qu'une majorité de Marseillais et de représentants des autres communes qui constituent notre Communauté urbaine ont préféré ceux-là que vous. C'est tout ! C'est l'expression de la démocratie.

(Applaudissements)

Deuxièmement, Monsieur Povinelli, vous êtes un élu très ancien que je connais depuis longtemps.

Je vous dis tout simplement que les conseillers qui sont ici présents ont tous été – mais cela, semble-t-il, vous a échappé – élus au scrutin direct, car ils étaient fléchés. Ils ont donc une légitimité pleine et entière au même titre que les Maires que nous sommes et que vous êtes.

En ce qui concerne M. Rosso, pour lequel j'ai beaucoup de considération et d'estime...

Monsieur POVINELLI.- Et pas pour moi ?

Monsieur LE PRESIDENT.- Si, comment ne pas avoir de l'estime pour le Maire d'Allauch !

Monsieur POVINELLI.- Ancien du quartier de Saint Tronc.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Rosso, quand nous avons employé le terme de l'usage, je ne faisais pas allusion à l'usage instauré par le Président Gaudin à l'époque et par le Président Caselli plus récemment, je parlais de l'usage de l'ordre du tableau. C'est de cela que nous parlions et pas de l'usage établi par mes prédécesseurs.

Ensuite, c'est plus facile d'être généreux à 33 qu'à 15 ! Vous pouvez me dire tout ce que vous voulez. Si nous avons été 33, il y aurait eu des places pour tout le monde. D'ailleurs, je le prouve et je le démontre. Quand je prépare pour l'avenir de la Métropole dont a parlé Mme Ghali (qui aurait dû le savoir, car je l'en ai informé), je vous propose de créer un comité paritaire territorial. Ce ne s'est jamais fait, Madame. Non, cela n'existe pas. Il y a certes des gens à la Préfecture, des chargés de mission, etc., mais vous pouvez me dire ce que vous voulez, cela n'existe pas, ni ici, ni ailleurs.

Je le crée, et ce, avec tous les Maires pour que tout le monde soit représenté. Je fais également participer tous les parlementaires, de gauche et de droite, députés et sénateurs. J'allie aussi, pour que le Front National soit représenté, les Présidents de groupe, car il n'a ni député, ni sénateur, ni maire, de telle manière qu'on ne puisse pas me dire encore que l'on aurait mis quelqu'un devant la porte et qu'il n'aurait pas pu rentrer.

Je pense qu'il y a peu d'exemples de démocratie participative aussi importante qu'à ce jour. Je pense que lorsque je peux, je fais, mais lorsque je ne peux pas, je ne peux pas.

(M. Povinelli souhaite prendre la parole.)

Non, nous ne faisons pas de dialogue. C'est un monologue. J'ai souffert de vous écouter, souffrez de m'écouter.

(Rires)

Je sais que vous aimez parler, moi aussi, ça tombe mal !

Il faut que les choses soient claires. D'ailleurs, M. le Maire Rosso m'en a félicité en disant que c'est vraiment une avancée démocratique, car cela n'a jamais existé. Quand pour le groupe de gauche, je modifie, cela n'a échappé à aucun d'entre vous, le règlement pour que vous ayez un groupe à huit alors que ce n'était pas le seuil, n'est-ce pas un acte de démocratie ? N'est-ce pas une volonté de démocratie pour tous ?

Je vous ai proposé comme l'a dit très justement Mme Bernasconi, une présidence, à vous et au Front National. Il paraît que c'était une aumône... Si vous l'avez pris comme cela, tant pis ! Vous êtes dans toutes les instances. Alors c'est vrai que vous n'êtes pas Vice-président. Si nous avions été comme par le passé à 33 et que j'ai mis 33 de mes amis, j'aurais dit : vous avez raison de me condamner. Mais à 15, je ne peux pas faire autrement.

Oui, c'est vrai, je vous le dis, il y a eu un accord entre le Maire de Marseille, qui est quand même le Maire de la ville centre et le Président. Oui, c'est vrai, je l'assume et le Maire aussi.

Et, Monsieur Povinelli, quant au Monsieur que vous ne connaissez pas, qui est maintenant le Maire de votre ancien quartier, M. Royer-Perreaut, il est le Président de la très délicate et très sensible Commission d'Appel d'Offres. Si vous connaissiez, vous qui êtes un député « jeune ancien », vous devriez savoir que ledit Président de cette Commission doit être obligatoirement Vice-président. Je me suis donc résigné à le nommer Vice-président sans doute à votre place...

(Brouhaha)

C'est vrai, il est très brillant, je confirme. Voilà les raisons qui m'ont mené à cela. J'espère que l'on va clôturer ce débat. On s'est tout dit.

Monsieur ROSSO.- Ce n'est pas votre faute s'il n'y a que 15 Vice-présidents, c'est la faute du gouvernement actuel qui a voulu qu'il n'y ait que 15 Vice-présidents. Vous n'êtes pas le seul responsable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je ne suis pas le responsable du chiffre.

Nous passons au vote du rapport n°1. Je vous demande de vous exprimer sur le nombre de Vice-présidents. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

2. FCT 002-23/05/14 CC - Élection des Vice-présidents de la Communauté urbaine

Monsieur LE PRESIDENT.- Il s'agit maintenant de procéder à l'élection de ces quinze Vice-présidents. Chacun d'entre eux doit être élu au scrutin secret

uninominal majoritaire à trois tours. Si au premier tour aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, il est procédé à un deuxième tour.

Si au deuxième tour aucun candidat n'obtient cette majorité absolue, un troisième tour est organisé.

En cas d'égalité de suffrages entre plusieurs candidats, le plus âgé l'emporte.

Nous allons procéder à des scrutins groupés cinq par cinq.

Sont déclarés candidats :

1^{er} Vice-président : Eric Diard

2e Vice-président : Jean-Pierre Bertrand

3e Vice-président : Claude Piccirillo

4e Vice-président : Jean-Pierre Giorgi

5e Vice-président : Roland Giberti

Je vais demander à chacun des groupes de désigner un assesseur.

Je demande à la benjamine de l'Assemblée, Mme Emmanuelle Sinopoli.

(Mme Sinopoli rejoint la tribune. Mme Émery et M. Di Maggio sont désignés assesseurs et rejoignent également la tribune.)

Pour l'élection du 1^{er} Vice-président, le bulletin de vote sera blanc.

Pour l'élection du 2e Vice-président, le bulletin de vote sera bleu.

Pour l'élection du 3e Vice-président, le bulletin de vote sera rose.

Pour l'élection du 4e Vice-président, le bulletin de vote sera jaune.

Pour l'élection du 5e Vice-président, le bulletin de vote sera vert.

(M. le Président procède à l'appel nominal des membres du Conseil qui s'avancent à la tribune pour voter. M. le Président déclare le scrutin clos. Les assesseurs procèdent au dépouillement.)

Mes chers collègues, je proclame les résultats des cinq premiers élus.

M. Diard est élu avec 89 voix. Jean-Pierre Bertrand est élu avec 89 voix. Claude Piccirillo est élu avec 88 voix. Roland Giberti est élu avec 87 voix. Jean-Pierre Giorgi est élu avec 87 voix.

(Applaudissements)

Nous passons au second vote.

Nous passons maintenant à l'élection des 6e, 7e 8e, 9e ,10e Vice-présidents.

Sont candidats :

6e Vice-président : Patrick Boré
7e Vice-président : Danièle Milon
8e Vice-président : Éric Le Dissès
9e Vice-président : Jérôme Orgeas
10e Vice-président : Patrick Ghigonetto
Le scrutin est ouvert.

(M. le Président procède à l'appel nominal des membres du Conseil qui s'avancent à la tribune pour voter. M. le Président déclare le scrutin clos. Les assesseurs procèdent au dépouillement.)

Les résultats sont les suivants mes chers collègues,

Patrick Boré est élu avec 88 voix, Danièle Milon est élue avec 88 voix, Éric Le Dissès est élu avec 88 voix, Jérôme Orgeas est élu avec 89 voix, Patrick Ghigonetto est élu avec 89 voix.

Dernière étape, l'élection des 11e, 12e, 13e, 14e et 15e Vice-présidents.

Sont candidats :

11e Vice-président : Jean Montagnac
12e Vice-président : Roland Mouren
13e Vice-président : Laure-Agnès Caradec
14e Vice-président : Robert Assante
15e Vice-président : Lionel Royer-Perreaut

(M. le Président procède à l'appel nominal des membres du Conseil qui s'avancent à la tribune pour voter. M. le Président déclare le scrutin clos. Les assesseurs procèdent au dépouillement.)

Les résultats sont les suivants : Jean Montagnac est élu avec 86 voix, Roland Mouren est élu avec 85 voix, Laure-Agnès Caradec est élue avec 87 voix, Robert Assante est élu avec 87 voix, Lionel Royer-Perreaut est élu avec 85 voix.

- M. Éric Diard est chargé de la voirie, des espaces publics et des grandes infrastructures.
- M. Jean-Pierre Bertrand est chargé des relations internationales et Europe.
- M. Claude Piccirillo est chargé des ports et de l'espace maritime.
- M. Jean-Pierre Giorgi est chargé des ressources humaines, moyens généraux et du juridique.

- M. Roland Giberti est chargé des équipements communautaires, eau et assainissement.
- M. Patrick Boré est chargé du développement économique, et des zones d'aménagement concerté.
- Mme Danièle Milon est chargée du tourisme et du rayonnement du territoire.
- M. Éric Le Dissès est chargé du développement durable, plan climat et maîtrise de l'énergie.
- M. Jérôme Orgeas est chargé de l'emploi, l'enseignement supérieur, les technopôles et la recherche.
- M. Ghigonetto est chargé de la préemption, de la gestion des antennes de proximité, de la gestion des aires d'accueil des gens du voyage.
- M. Jean Montagnac est chargé des finances et du budget.
- M. Roland Mouren est chargé de l'agriculture, de la sylviculture, de la viticulture, de la valorisation des espaces périurbains, incendie, secours et gestion des risques.
- Mme Laure-Agnès Caradec est chargée de l'urbanisme, du PLUI et de l'aménagement communautaire.
- M. Robert Assante est chargé du transport, de la mobilité durable, du stationnement et des parkings.
- M. Lionel Royer-Perreaut est chargé de la commande publique de la Commission d'Appel d'Offres, Communication et Presse.

Madame MILON.- Merci Président. Je crois que je peux me faire l'écho de tous ceux qui ont été élus Vice-présidents. En tout cas, en ce qui me concerne, je vous remercie et je remercie tous mes collègues de m'avoir élue pour la compétence tourisme et rayonnement du territoire.

(Applaudissements)

Je voulais vous dire que dans un premier temps, j'ai pensé que c'était peut-être une enveloppe un peu vide et puis j'ai cherché à savoir ce qu'il y avait derrière ce mot tourisme et surtout ce qu'il y avait derrière la loi MAPAM (Modernisation de l'Action Publique et Affirmation des Métropoles) votée le 27 janvier 2014 alors que nous étions tous en campagne. Et là, je me suis dit que j'allais avoir beaucoup de travail.

Je vais donc m'atteler à cette mission que vous m'avez confiée et je vais m'y atteler avec tous les Maires, tous ceux qui voudront travailler avec moi, ainsi qu'avec mon Président et ma Vice-présidente. Je vais m'attacher au transfert de la compétence « promotion tourisme », car je pense que c'est très important de voir ce que nous pouvons faire pour que les villes touristiques superbes qui sont sur ce territoire conservent leur authenticité et conservent toutes leurs compétences qui sont chacune bien particulières. Je vous remercie.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci de cette précision et de votre engagement à la cause de la promotion du tourisme dans notre région qui effectivement fait l'objet de la création de nombreux emplois. Nous disposons d'un certain nombre de perles des deux côtés de Marseille, que ce soit du côté de la Côte Bleue ou du côté de Cassis et de vos présences respectives pour assurer le rayonnement dont il était question dans vos propos.

Merci de votre intervention.

3. FCT 003-23/05/14 CC - Création et composition du Bureau de la Communauté urbaine

Monsieur LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du rapport n°3. Il s'agit de déterminer la composition du Bureau de la Communauté urbaine.

Le rôle du Bureau est de traiter des dossiers administratifs qui n'ont pas de conséquences stratégiques et ainsi de laisser au Conseil plus de disponibilité pour débattre de questions à enjeux politiques.

Le Conseil fixe librement la composition du Bureau qui outre le Président de MPM, Président de droit du Bureau, peut comprendre un ou plusieurs Vice-présidents et un ou plusieurs membres du Conseil.

Afin d'associer tous les Maires, je propose que le Bureau soit composé de 34 membres :

- Le Président de MPM,
- Les 15 Vice-présidents qui viennent d'être élus,
- Les 5 Maires non Vice-présidents,
- Les 11 Présidents de Commission,
- Deux conseillers communautaires qui seront appelés à recevoir une délégation dans quelques instants.

Je mets aux voix cette proposition.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

La proposition est donc adoptée. Cette composition étant validée, nous allons maintenant procéder à l'élection des deux conseillers qui recevront une délégation et intégreront à ce titre notre Bureau.

J'ai reçu les candidatures de Mme Monique Cordier, bien connue dans les Comités d'Intérêt de Quartier et de M. Daniel Hermann, bien connu dans les milieux culturels. Cela n'a aucune relation avec les délégations qu'ils auront, je le précise tout de suite.

Nous allons là aussi procéder à un scrutin.

Pour la première élection le bulletin sera blanc, pour la seconde le bulletin sera bleu.

Monsieur CHENOZ.- Pouvons-nous voter à main levée ?

Monsieur LE PRESIDENT.- Chers collègues, *vox populi, vox dei.*

Y a-t-il unanimité pour que nous votions à main levée ?

Avis favorable à l'unanimité

Je propose donc Mme Monique Cordier et M. Daniel Hermann.

Je mets aux voix cette proposition.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Mme Monique Cordier se verra confier le rôle délicat de la propreté et de la gestion des déchets.

(Applaudissements)

Vous pouvez l'applaudir, cela lui mettra du cœur à l'ouvrage.

M. Daniel Hermann s'occupera de l'habitat, du logement, de la politique de la ville et de la cohésion urbaine.

Je vous remercie.

4. FCT 004-23/05/14 CC - Délégations du Conseil au Bureau

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n° 4 précise les domaines de compétences délégués par le Conseil au Bureau. Comme je l'ai indiqué précédemment, il s'agit de décharger le Conseil de l'examen des dossiers purement techniques qui n'appellent pas de débat politique majeur.

Je mets aux voix le rapport n°4. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

5. FCT 005-23/05/14 CC - Constitution de la Commission de Délégation de Service Public de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole - Élection des membres

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°5 impose une nouvelle élection. Il s'agit d'élire au scrutin de liste à la représentation proportionnelle, les membres de la Commission de Délégation de Service Public.

Je vais demander aux membres du Bureau électoral constitué précédemment de venir à nouveau me rejoindre.

(Mme Sinopoli rejoint la tribune. Mme Émery et M. Di Maggio sont désignés assesseurs et rejoignent la tribune.)

Les listes de candidats sont :

- la liste UPAM,
- la liste APEM,
- la liste PTS,
- la liste FNRBM,
- la liste Europe Écologie.

(M. le Président procède à l'appel nominal des membres du Conseil qui s'avancent à la tribune pour voter. M. le Président déclare le scrutin clos. Les assesseurs procèdent au dépouillement.)

Mes chers collègues, pendant que s'opèrent les opérations de vote, je vais requérir quelques instants votre attention pour vous présenter le nouveau DGS de notre établissement public, M. Jean-Claude Terrier, ici ma gauche.

Juste quelques mots le concernant pour que vous fassiez plus amplement connaissance.

Jean-Claude Terrier a fait Sciences Po Paris. Il est licencié en Droit Public. Il est ancien élève de l'ENA. Il a fait une carrière dans un premier temps au Ministère de l'Intérieur, il était Directeur de Cabinet en Savoie, Sous-préfet de Commercys et Secrétaire Général de Cayenne. (N'y voyez là aucune connotation).

Il a été ensuite Inspecteur Général du Crédit Agricole, c'est une deuxième carrière dans le privé, dirigeant de diverses entreprises, notamment Securipost. Il a été Directeur de la Circulation à la Préfecture de Police de Paris, nous en aurons bien besoin aussi à Marseille.

De 2004 à 2008, il a été Directeur Général du port de Dunkerque. De 2008 à 2014, il a été le Président du Directoire du Grand Port de Marseille Fos.

Voilà, mes chers collègues, en quelques mots, brossé le personnage de M. Jean-Claude Terrier, notre nouveau DGS.

(Applaudissements)

Le résultat du vote est le suivant : l'UPAM a 84 voix et obtient 3 sièges, l'APEM a 18 voix et obtient un siège, le FN a 15 voix et obtient un siège et PTS a 8 voix et n'obtient pas de siège.

Sont donc élus :

Membres titulaires :

- Jean-Louis TIXIER
- Carine ROGER
- Bernard JACQUIER
- Bernard MARTY
- José GONZALEZ

Membres suppléants :

- Marine PUSTORINO
- Daniel HERMANN
- Anne CLAUDIUS-PETIT
- Florence MASSE
- Yann FARINA

Vous pouvez les féliciter, merci.

(Applaudissements)

6. FCT 006-23/05/14 CC - Constitution de la Commission Consultative des Services Publics Locaux - Désignation de ses membres et approbation de son règlement intérieur

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°6 a trait à la composition de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Cette Commission est composée d'élus et de représentants d'associations.

Elle est saisie pour avis, avant tout projet de Délégation de Service Public et elle examine chaque année les rapports d'activité des délégataires.

Je propose que les représentants du Conseil soient ceux qui viennent d'être élus à la Commission de Délégation de Service Public. Ainsi, la diversité de l'assemblée sera respectée et les élus concernés accroîtront leur expertise sur cette thématique de gestion de service public.

Si vous en êtes d'accord, sont donc désignés :

Membres titulaires :

- Jean-Louis TIXIER
- Carine ROGER
- Bernard JACQUIER
- Bernard MARTY
- José GONZALEZ

Membres suppléants :

- Marine PUSTORINO
- Daniel HERMANN
- Anne CLAUDIUS-PETIT
- Florence MASSE
- Yann FARINA

Je mets aux voix le rapport n°6. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

7. FCT 007-23/05/14 CC - Indemnisation amiable des préjudices commerciaux subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement réalisées par Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°7 permet l'indemnisation des commerçants et artisans impactés par des travaux réalisés par MPM, comme le tunnel Prado-Sud, le Vieux-Port ou le Bus à Haut Niveau de Service notamment celui qui dessert le quartier de Saint-Antoine qui m'est cher.

Madame GHALI.- Monsieur le Président, je voudrais intervenir non pas sur les réalisations, quoique j'en dirai deux mots, mais sur la situation d'un quartier qui vous est cher, Saint Antoine et notamment le trajet et les travaux du BHNS.

Il a été décidé à la Communauté urbaine d'entreprendre des travaux afin de permettre une requalification de ce territoire. Nous en étions tous heureux et l'avons voté au sein de ce Conseil.

Les travaux ont commencé. Malheureusement, nous avons un retard insupportable, qui dépasse l'entendement, mais au-delà de ça, sur certaines zones, les travaux, dont on nous dit qu'ils sont terminés, laissent apparaître une route qui gondole, des trous partout, des bouches d'égout qui sont trop hautes ou trop basses en fonction de l'endroit où vous êtes... Je vous laisse imaginer.

Au moment des fortes pluies, sur la rue de Lyon se forment des flaques voire des mares d'eau et beaucoup de commerçants de Saint Louis, sur la rue de Lyon ont vu leur magasin inondé. On leur a installé des planches. On les a fait patienter pendant plusieurs semaines voire plusieurs mois. Les bordures de trottoirs s'effritent (on dirait du sucre). Les dalles ne sont pas complètement finies au niveau des trottoirs. Il y a des trous à certains endroits, les dalles ne sont pas installées...

(Brouhaha)

Je vais y venir. C'est une intervention qui n'amène pas de polémique. Ce n'est pas dans cet état d'esprit que je la fais.

Monsieur TIAN.- Ce n'est pas le Président Teissier qui a fait cela...

Madame GHALI.- Ce n'est pas la question. Aujourd'hui, il est le Président. Ou alors je vais parler avec Eugène Caselli et il se met à la place de Guy Teissier !

Monsieur LE PRESIDENT.- Chacun s'exprime comme il veut.

Madame GHALI.- J'avais à l'époque sollicité M. Caselli en tant que Président. Il avait demandé aux services d'aller constater sur place ce qui n'allait pas. J'ai parcouru avec M. Vanni et les services de la Communauté urbaine, mon cher Dominique, de la rue de Lyon jusqu'à Saint Antoine, pour voir chaque problème. Nous avons pu constater qu'il y avait de vrais problèmes.

Je demande aujourd'hui, puisque c'est M. Teissier qui prend la relève, de ne pas réceptionner de fait ces travaux, car c'est de l'argent public et cela nous concerne tous au moment où l'on doit faire des économies. Nous sommes tous heureux de faire des travaux, mais quand ils sont mal faits, nous sommes tous malheureux, car les habitants en souffrent et c'est vers nous qu'ils se tournent pour nous dire qu'ils ne sont pas satisfaits.

Bien sûr, je vous invite Président Teissier à venir vous rendre sur place pour constater par vous-même. Il n'est pas besoin d'être ingénieur des ponts et chaussées pour voir que ça ne va pas.

Par ailleurs, concernant l'indemnisation, il avait été décidé par le passé, sur tous les sites que vous avez cités, de ne pas indemniser les commerçants qui venaient de s'installer pendant la période des travaux. Sauf que dans ces quartiers, on sait combien les commerces de proximité sont importants. Les commerçants se retrouvent un peu lésés parce que cela a duré plus longtemps que ce qu'on leur avait dit. C'est important. Je demande que la Commission regarde comment, de manière objective, essayer de leur faire subir le moins possible ces désagréments.

Toutefois en ce qui concerne les travaux, il était de mon devoir de vous demander d'avoir un regard spécifique sur ce point.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Madame Ghali. Vous avez saisi l'opportunité de ces rapports pour dénoncer quelque chose que vous avez à cœur, c'est votre droit. En fait, il y a deux questions en une.

Madame Fructus, vous demandez la parole.

Madame FRUCTUS.- Merci de me donner brièvement la parole.

Je rejoins tout à fait les constats qu'a soulignés Mme Ghali sur la réalisation des travaux qui tout d'abord est très longue. C'est idiot que l'on soit obligé de refaire l'histoire alors qu'elle n'est pas encore terminée. Les travaux ne sont pas encore terminés et des quantités de malfaçons sont constatables et le sont régulièrement.

Je voudrais souligner deux choses. La première est qu'il est effectivement nécessaire que la Communauté urbaine prenne rapidement les choses en main. Si vous venez sur place, je m'associerais volontiers à ce déplacement et à ces constats de malfaçons que l'on peut faire.

Deuxièmement, je voudrais dire qu'il ne s'agissait pas d'un ouvrage de requalification urbaine, mais d'un ouvrage qui devait correspondre à la nécessité de répondre à un besoin de transport en commun plus rapide. Or aujourd'hui, le seul constat que l'on peut faire, c'est que le très grand bus qui va circuler sur cette voie tant bien que mal ne va apporter aucun avantage aux usagers en temps puisqu'il n'y a aucun espace ou très peu d'espaces dédiés pour le très grand bus.

Monsieur LE PRESIDENT.- 20% du trajet.

Madame FRUCTUS.- C'est un constat qui n'est pas positif et la réalité des malfaçons est criante. Il va donc falloir que l'on prenne les choses en main, Monsieur le Président, et on compte sur vous. Merci.

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Merci Monsieur le Président, je trouve relativement cocasse que ce soit moi qui dusse défendre les problèmes qui semblent se poser sur ce chantier, moi qui n'ai effectivement pas voté ces travaux. Mais il se trouve, Monsieur le Président, que vous venez de me confier la délégation de la commande publique et que précisément, c'est une des conséquences de cette délégation.

Tout d'abord, vous faites un constat qui est partiellement partagé, Madame Ghali. Il se trouve qu'à la demande du Président, je me suis rendu hier sur site pour voir de quoi il en retournait précisément. Si je ne rejoins pas la description apocalyptique que vous pouvez en faire, je reconnais néanmoins qu'il peut y avoir un certain nombre d'améliorations.

J'apporterai tout d'abord plusieurs réponses techniques. La première est qu'une des prescriptions du marché était justement le planning et la réalisation des travaux à une cadence relativement élevée. Je note tout simplement que le planning n'a pas été observé. Mais s'il n'a pas été observé, c'est aussi, semble-t-il et c'est ce qui m'en a été dit, parce que des demandes ont été faites pour qu'on ralentisse le chantier car nous approchions d'échéances qui pouvaient contrarier certains habitants.

Deuxièmement, effectivement vous avez fait une visite qui a pu être réalisée avec les services techniques. Il en est ressorti un certain nombre de prescriptions. C'est vrai que les travaux à ce jour ne sont pas réceptionnés et il va de soi (c'est de notre responsabilité d'élus engagés et responsables des deniers publics) que nous réceptionnerons les travaux comme il se doit, conformément au cahier des charges qui a été émis lors du marché public. S'il apparaît, ce que je crois bien volontiers, que certaines choses ne sont pas conformes, les services, sous mon

autorité et celle du Président, feront en sorte que les améliorations qui doivent être réalisées le soient.

Mais, au-delà du problème que vous évoquez, spécifique à la rue de Lyon, mais pas seulement, à Saint Antoine, à la Viste puisque j'ai aussi eu le plaisir de faire le même parcours que vous, je note que la bonne utilisation des marchés publics passe aussi, me semble-t-il, par le fait qu'on n'utilise pas forcément de l'argent public sur des marchés de type BHNS pour faire de la réfection de voirie. Car ce que j'ai vu, c'est à 80 ou 90% de la réfection de voirie comme chacun d'entre nous aimerait l'avoir dans sa commune. Il y a là quand même des financements spécifiques.

Il y a un troisième élément que je souhaiterais dire sur ce cas particulier. Je l'avais déjà dit ici en Conseil communautaire il y a de cela plusieurs mois. On a un BHNS qui est en site propre, et Monsieur le Président, vous êtes très généreux quand vous dites à 20%, car il est à 10 voire 15% en site propre. C'est tout. Cela veut dire que nous avons engagé grosso modo 50 millions d'euros d'argent public pour un BHNS qui est sensé améliorer la desserte de ces quartiers, alors que nous savons les uns et les autres que le site propre est de 10 à 15%. Là aussi, nous pouvons nous interroger.

Ce n'est pas le cas sur les autres BHNS où nous avons réellement des sites propres conformes à ce que nous pouvons attendre.

Enfin, je souhaiterais dire que cela pose le problème d'une politique de la commande publique. Ce qui m'étonne, et je suis désolé de devoir le dire, c'est que dans cette collectivité, troisième Communauté urbaine de France, il n'y ait pas de politique de la commande publique. J'ai l'impression qu'il n'y en a jamais eu et cela me gêne beaucoup, car lorsqu'on veut faire des efforts pour maîtriser les comptes publics, la commande publique est un des moyens de maîtrise des comptes publics. Or, je note qu'il n'y a pas eu réellement de volonté d'avoir une politique et une orientation stratégique dans ces domaines. Il y a bien eu un rapport que M. le Président Caselli a commandé auprès de l'Inspecteur général Blanquefort. Un certain nombre de préconisations ont été faites, mais elles sont restées sur le papier, il n'y a pas eu de transcription.

Monsieur le Président, au-delà du cas symptomatique qui est un cas réel et qui pose une problématique plus globale que l'on peut retrouver à Marseille ou dans d'autres communes, nous devons, me semble-t-il, avoir une véritable politique de la commande publique.

Nous devons, si vous en êtes d'accord, orienter notre politique sur quatre axes.

Le premier, c'est fluidifier les processus de passation des marchés publics. Car parfois entre le moment où un service émet la volonté de réaliser des travaux suite à une commande politique et le moment où les marchés sont notifiés, il se passe un temps anormalement long qui peut contribuer à ce que le coût soit plus élevé ou que les propositions contenues dans les marchés publics soient plus élevées.

Le deuxième, c'est maintenir un niveau de sécurisation juridique élevé parce que nous avons un peu trop d'avenants sur certains marchés, ce qui fait au final gonfler la note dangereusement.

Le troisième, c'est engager une démarche de politique achat. Nous sommes dans une collectivité où il n'y a pas de politique achat ! Cela me consterne. Nous engageons 300 à 400 millions d'euros de commandes publiques par an et il n'y a pas de politique achat dans cette institution. Ce n'est pas normal. Nous allons devoir faire des propositions et je vous en ferai dans ce domaine bien évidemment.

Enfin, et cela rejoint ce que vient de dire Mme Ghali, il faut améliorer le suivi de l'exécution et limiter le recours aux avenants.

Un certain nombre de propositions devront être faites, je les ferai lors d'un prochain Conseil de Communauté. Mais sachez, et j'ai bien compris le sens de la délégation que vous m'avez confiée, que l'idée est d'avoir une véritable politique de la commande publique pour une meilleure maîtrise des finances publiques, car nous avons tous bien compris qu'aujourd'hui, le nerf de la guerre, c'est l'argent qui nous manque pour réaliser un certain nombre de projets dans nos communes, mais pas seulement. La maîtrise des comptes publics passe donc par la commande publique.

Soyez persuadé, Monsieur le Président, de ma détermination à œuvrer en ce sens à vos côtés et selon les directives que vous voudrez bien me donner.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous remercie Monsieur Royer-Perreaut.

Je laisse la parole à Mme Vassal au sujet des indemnisations des commerçants.

Madame VASSAL.- Merci de me donner la parole. S'agissant de la Commission d'indemnisation, nous serons, avec Solange Biaggi, de nouveau reconduites dans cette mission qui a été créée en 2005 pour aider les commerçants situés sur le tracé du tramway à pouvoir passer des périodes de travaux un peu compliquées. Cette Commission a travaillé également sur le tunnel Prado Sud et le tunnel du Vieux-Port. Nous avons mis en place des critères.

La difficulté, Madame, c'est que si l'on ajoute aujourd'hui les commerçants qui viennent d'ouvrir – ils ont ouvert durant les travaux ou quelques mois avant, ils l'ont donc fait en connaissance de cause puisque vous disiez qu'il y avait une concertation et que les travaux allaient avoir lieu – cela pose un problème de rétroactivité pour les autres commerçants qui ont ouvert durant les périodes de travaux. Il n'est pas raisonnable de changer les dispositions d'une Commission qui fonctionne très bien depuis 2005 et qui a aidé beaucoup de commerçants à passer ces périodes.

Monsieur le Président, il faut faire attention sur le fonctionnement de la Commission qui a pris du retard sur le traitement des dossiers non seulement à cause de la période électorale, mais aussi par manque de personnel ou changement d'affectation. Il faut être très vigilant, car c'est une Commission qui est extrêmement technique. Elle fait appel à des commissaires aux comptes qui regardent les comptes de très près puisqu'il y a un engagement financier de la part de la Communauté urbaine. J'attire donc votre attention sur l'importance de l'équipe qui analyse les dossiers et la vitesse à laquelle elle peut le faire.

Sur une autre problématique, je crois que nous avons aussi d'autres soucis sur d'autres travaux. Je ferai état de la rue de Rome qui, dans le même cas, a pris aussi du retard et met les commerçants dans des positions difficiles. Monsieur le

Président, je crois que vous avez lancé un audit financier sur la gestion précédente, mais il faut aussi lancer un audit sur les travaux.

Beaucoup de travaux, notamment pour le BHNS dans les quartiers Nord ont été faits sans concertation avec les élus qui étaient en charge, Mme Caradec au stationnement et moi-même au niveau de l'espace public. Il est vrai que le Maire de secteur a négocié directement avec le Président et les services, ce qui pose aujourd'hui des problèmes d'application lorsque maintenant, il faut faire fonctionner les choses.

Je crois que c'est une leçon à retenir. On ne peut pas travailler une fois que les gens ont été élus, il faut travailler en concordance avec ceux qui ont les compétences, aussi bien à la Ville de Marseille qu'à la Communauté urbaine. Je voulais attirer votre attention sur cela.

A mon avis, l'audit voirie est indispensable, car l'ensemble de la voirie sur le territoire de la Ville de Marseille est dans un état qui n'est pas du tout convenable pour la deuxième ville de France.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous sommes bien d'accord. Merci de ces réponses très précises des uns et des autres.

J'ai noté l'observation que vous avez faite concernant l'absence de moyens physiques pour traiter ces dossiers. Nous allons essayer de résoudre cela, car il est extrêmement difficile pour des petits commerçants de traverser des mois dans des conditions comme celles-là. Nous avons tous des exemples sous les yeux. Je me demande d'ailleurs comment ils arrivent à tenir parfois. Nous allons donc essayer d'améliorer la rapidité d'étude de ces dossiers.

Madame GHALI.- Il a été dit quelque chose que je ne peux pas laisser passer sur la question du report des travaux en raison des élections.

Il y a eu des travaux tout au long de la campagne électorale. On n'a pas mis les gens au chômage pendant la campagne électorale. Je veux bien tout entendre, mais il y a des limites à l'exercice ! Je fais les choses sans provocation et de manière constructive. Je le dis et le redis encore une fois.

S'agissant de la demande effectivement, c'est tout simplement parce que les gens ne pouvaient plus circuler. C'était bouché du matin au soir et malheureusement, la seule entrée dans Marseille, en dehors de l'autoroute, est la route nationale de Saint-Antoine et de Saint Louis...

Monsieur LE PRESIDENT.- Il y a le chemin des Aygalades aussi.

Madame GHALI.- Le chemin des Aygalades est bouché. Cela fait longtemps que vous ne le prenez plus. Mais peu importe, ce n'est pas la question.

Oui, à un moment, la situation était telle que les gens étaient à cran, il y a eu des disputes, des bagarres et c'est pour cela...

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Ghali, nous n'allons pas refaire l'histoire...

Madame GHALI.- Je ne voudrais pas qu'il y ait des accusations gratuites ! Lorsque les interventions sont intelligentes, je les accepte, mais quand elles dérapent, je le dis aussi.

(Brouhaha)

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Ghali, ne gâchez pas l'intervention que vous avez faite, qui était tout à fait fondée et que je peux comprendre. Ne faisons pas des polémiques. On vous a entendue, on vous a comprise.

Ce que je sais, c'est que nous sommes responsables. Je prends la suite, c'est la continuité républicaine. Nous devons faire une réception de ces travaux et nous prendrons toutes les réserves à l'égard de l'entreprise qui a œuvré sur ce tronçon de voirie comme il se doit, il n'y a aucun problème. Nous n'allons pas accepter des travaux et des malformations que vous semblez annoncer. S'il faut faire des expertises, nous les ferons.

Et si on a ralenti les travaux pendant la campagne électorale, je n'en sais rien, mais si M. Royer-Perreaut a dit cela, c'est qu'on a dû le lui dire.

Nous vérifierons, nous écouterons aussi l'entreprise.

(Des voix s'élèvent.)

Mais ce n'est pas l'important. Non, ce n'est pas important. Apprenez un peu le boulot et après vous en reparlez.

Nous commettrons les expertises qui sont nécessaires et nous retiendrons les avenants. Nous appliquerons des pénalités de retard, nous ferons tout ce qu'il faut. Nous avons entendu, nous sommes au courant. Je sais que vous avez épuisé toutes les possibilités écrites et parlées et qu'aujourd'hui, vous exprimez une certaine exaspération. Je le comprends. Personne ne vous a dit le contraire, en tout cas pas moi.

Nous passons maintenant à la réalité du rapport n°7 qui concerne les commerçants et leurs indemnisations. Qui est d'avis d'adopter ce rapport ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

- 8. FCT 008-23/05/14 CC - Approbation de l'avenant n°2 à la convention-cadre conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), du programme de travail 2014 et d'attribution d'une subvention au titre de l'année 2014.**

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°8 concerne les modalités de travail de l'AGAM avec MPM et la subvention afférente.

Qui est d'avis d'adopter ce rapport ?

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

- 9. FCT 009-23/05/14 CC - Représentations de la Communauté urbaine au sein de divers organismes**
- 10. FCT 010-23/05/14 CC - Représentations de la Communauté urbaine au sein des Collèges et Lycées**

Monsieur LE PRESIDENT.- Les rapports n°9 et 10 ont trait à des représentations de MPM au sein d'organisme et au sein des Conseils d'Administration des Collèges et Lycées, ainsi que quelques permutations au sein des Commissions de Travail et d'Études.

La répartition des élus a été faite avec les groupes politiques. Les listes vous ont été distribuées à l'accueil de la séance. Si vous êtes d'accord, nous voterons à main levée ces désignations.

Madame GHALI.- Il y a une modification. Pour le lycée de la Calade, Mme Furace est désignée à ma place.

Monsieur LE PRESIDENT.- Y a-t-il d'autres modifications ?

Madame CARADEC.- Pour le Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, M. Guigui est titulaire et Mme Émery suppléante.

Monsieur LE PRESIDENT.- S'il n'y a pas d'autres modifications à apporter, qui est d'avis d'adopter ces rapports ?

Les rapports sont adoptés à l'unanimité

11. FCT 011-23/05/14 CC - Création d'emplois saisonniers

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°11 porte sur la création pour l'été 2014 d'emplois saisonniers destinés en particulier au nettoyage des plages et des calanques.

Dans ce domaine, nous tenons compte des contraintes de gestion de MPM puisque nous passons de 334 emplois en 2013 à 277 en 2014 pour une dépense de 1 731 134 euros en 2013 à 1 503 073 euros en 2014, soit une économie d'un peu plus de 200 000 euros et un pourcentage de 15% d'économie.

Je mets aux voix le rapport n°11.

Qui est d'avis d'adopter ce rapport ?

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

12. FCT 012-23/05/14 CC - Approbation d'une convention pour la participation de Marseille Provence Métropole à l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2014

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°12 a pour objet le versement de la participation 2014 de MPM à l'Établissement Public Euroméditerranée. Je mets aux voix le rapport n°12.

Qui est d'avis d'adopter ce rapport ?

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

13. FCT 013-23/05/14 CC - Mise en place de la société anonyme de l'aéroport Marseille Provence

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°13 concerne la mise en place de la Société Anonyme de l'Aéroport Marseille Provence. Lors de sa séance du 21 février 2014, le Conseil de Communauté a déjà acté la participation de MPM au capital de la Société. Il convient aujourd'hui d'approuver les statuts de la Société et de désigner un représentant au Conseil de Surveillance.

Je propose la candidature de M. Éric Le Dissès, Maire de Marignane.

Je mets aux voix le rapport n°13

Qui est d'avis d'adopter ce rapport ?

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

14. FCT 014-23/05/14 CC - Approbation de la revalorisation et de l'affectation des autorisations de programme de l'Espace Public Voirie - Circulation dans le cadre du Budget primitif 2014

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°14 propose la revalorisation d'autorisations de programme pour des travaux sur la voirie. Je mets aux voix le rapport n°14.

Qui est d'avis d'adopter ce rapport ?

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

14. bis FCT 015-23/05/14 CC - Approbation de la création d'un comité de pilotage pour le projet métropolitain

Monsieur LE PRESIDENT.- Il s'agit du rapport dont je vous ai parlé en début de séance et qui concerne la procédure d'urgence. Ce rapport vise à créer un comité de pilotage pour le projet métropolitain comme je l'avais annoncé dans mon discours inaugural du 7 avril. En effet, sous la précédente mandature, aucune instance politique n'avait été constituée. D'ailleurs dans les autres EPCI, il n'y en a pas non plus.

Je pense que c'est une nécessité si nous ne voulons pas subir les choses et pour que je puisse être votre porte-parole légitime auprès de l'État à Paris comme ici, à Marseille avec le Préfet, et dans un second temps auprès des autres EPCI.

Nous devons donc constituer très rapidement ce comité, car l'installation du comité paritaire territorial de projet est imminente. Ce comité sera composé du Président de MPM, des 18 Maires, des parlementaires, députés et sénateurs membres de l'Assemblée et des Présidents des groupes politiques. Cette structure contribuera je l'espère à la création de la Métropole Aix Marseille Provence, notamment par la prise en compte des réalités territoriales et communales de chacun de nos territoires, le suivi et le travail des communes autour de textes législatifs et réglementaires passés ou à venir, le dialogue avec la Mission interministérielle pour le projet métropolitain et avec le Préfet de Région et enfin, la coproduction du

discours et de la stratégie de MPM vis-à-vis de l'échelon national, notamment avec le ministère concerné.

Je mets aux voix ce rapport n°14 bis.

Vous avez bien compris, j'avais dit que je serai le porte-parole des Maires, je resterai le porte-parole des Maires avec la conviction qui est la mienne, mais en respectant la conviction de chacun d'entre vous, car je pense que c'est là mon rôle.

Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE

Monsieur LE PRESIDENT.- Les deux rapports suivants relèvent de la Commission « Habitat et Politique de la Ville ». Madame Fructus cette Commission s'est réunie le lundi 19 mai. Pouvez-vous nous faire un compte rendu synthétique de ses travaux ?

Madame FRUCTUS.- Nous avons un avis favorable à l'unanimité moins une abstention sur chacun des deux rapports qui sont des avenants à la délégation de l'État donnée à la Communauté urbaine en matière de financement du logement social et en matière de financement des interventions sur l'habitat privé.

Je voudrais en profiter pour dire un petit mot supplémentaire sur les perspectives qu'a évoquées Danielle Milon ouvertes par la loi de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles (MAPAM) et celles qui concernent l'accès au logement et à un urbanisme rénové, la fameuse loi ALUR. Ces nouvelles dispositions aident notre institution à confirmer son rôle de chef de file en matière d'habitat et de politique de la ville, et prévoient également de nouvelles prérogatives.

Il est important, me semble-t-il, d'engager dès à présent une réflexion en faisant une analyse commune des conséquences de ces textes de loi et de prendre en compte le fait que les plus-values de la compétence habitat et en politique de la ville renforcée pour MPM vont nous permettre de conduire une politique d'ensemble plus forte et plus lisible pour l'habitat, de mutualiser les moyens financiers et en personnel dans le sens d'économies indispensables, de simplifier les choses pour les usagers, et ainsi d'améliorer ensemble nos politiques locales de l'habitat.

C'est dans cet état d'esprit, Monsieur le Président, que nous travaillerons à vos côtés.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous remercie, chère collègue.

15. HPV 001-23/05/14 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme relative à la délégation de compétences en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix le rapport n°15.

Qui est d'avis d'adopter ce rapport ?

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

16. HPV 002-23/05/14 CC - Délégation de compétences en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - approbation de l'avenant n°8 à la convention 2009-2014 État - MPM et de l'avenant n°7 à la convention 2009-2014 Anah-MPM

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°16 autorise la signature d'avenants avec l'État et avec l'ANAH dans le cadre des aides publiques en faveur de l'habitat.

Je mets aux voix le rapport n°16.

Qui est d'avis d'adopter ce rapport ?

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Madame GHALI.- Monsieur le Président, avant que la séance soit levée, nous aimerions intervenir sur la SNCM, parler de sa situation et voir comment une motion peut être adoptée par notre Conseil.

Monsieur LE PRESIDENT.- Justement, j'avais également l'intention de parler de la SNCM donc je vais vous en parler et ensuite vous aurez la parole.

Je voudrais vous rappeler que la SNCM est une grande entreprise de notre ville, mais au-delà de notre ville, de l'ensemble de la Région avec tout l'hinterland portuaire, jusqu'à Fos d'un côté et très en profondeur à l'intérieur de notre territoire. J'ai donc rappelé l'importance de cette entreprise dans un communiqué dès le 13 mai par lequel je dénonçais l'abstention coupable du gouvernement et j'attirais notre vigilance.

Deuxièmement, j'ai indiqué qu'il fallait rester vigilant et qu'il fallait contrôler au jour le jour l'évolution de ce dossier avec les équipes qui m'entourent.

Je voudrais également vous dire que j'ai reçu une demande des syndicats et une délégation de l'union locale de la CGT que je recevrai bien entendu dès la semaine prochaine.

Enfin, je voudrais vous proposer à tous le vote d'une motion. Mme Ghali m'avait également parlé de ce projet et elle a aussi une proposition à faire. Bien sûr, si elle souhaite la faire, après que vous vous soyez manifestés, elle prendra la parole si elle souhaite la faire.

On ne vous a pas distribué la motion, mais je souhaite qu'on le fasse.

Je vous la lis.

« Le gouvernement a pris la responsabilité, par son abstention, de provoquer un changement de directoire à la SNCM.

Les premières orientations de la nouvelle équipe désormais à la tête de l'entreprise semblent hélas – comme on pouvait s'y attendre – prendre un chemin qui n'est pas celui de la préservation de l'activité et de l'emploi.

C'est donc aujourd'hui au gouvernement de prendre réellement ses responsabilités et de faire pression sur les actionnaires pour éviter une véritable catastrophe économique et sociale à notre ville et à sa région.

L'ensemble des forces politiques et des élus de Marseille Provence Métropole en charge du développement économique de ce territoire, soutient son Président pour prendre toute initiative en ce sens ».

Voilà la motion que je vous propose. Nous allons vous la distribuer.

Je laisse la parole à M. Marty et à Mme Ghali qui fera également une proposition.

Monsieur MARTY.- Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir mis ce sujet à l'ordre du jour, car c'est un sujet éminemment important d'une entreprise en grand danger. La motion qui suit va dans le sens de ce que nous voulions dire. Ce matin d'ailleurs, nous recevions, nous aussi avec notre groupe, les syndicalistes de cette entreprise.

Monsieur le Président, chers collègues, la SNCM dont vous connaissez l'importance pour nos territoires, son économie locale et l'emploi direct et indirect avec près de 5000 familles concernées, risque de cesser définitivement son activité.

La dernière réunion du Conseil de surveillance de l'entreprise a précipité le départ du Président du Directoire, ainsi que celui du Président du Conseil de surveillance.

Cette décision à l'initiative de l'actionnaire majoritaire Transdev n'a été rendue possible que par la consigne donnée aux représentants de l'État de s'abstenir au moment du vote. Cette abstention suscite de notre part une incompréhension et une inquiétude.

Les conditions posées par les actionnaires relatives au maintien du pacte social, à la révision de la délégation de service public, aux réductions des coûts d'exploitation, aux modalités de financement des bateaux avaient été remplies.

Les gains de productivité étaient identifiés avec des navires moins nombreux à l'exploitation optimisée, des charges de personnel minorées avec la limitation des temps de récupération, des coûts de fonctionnement portuaire annuels révisés à la baisse...

L'entreprise avait donc engagé avec l'aval des syndicats, des efforts sans précédent.

Dans le même temps, il était établi que le remboursement demandé par la Commission européenne, des subventions à l'État ou à la Collectivité territoriale de Corse par ailleurs redevable de 82 millions d'euros à la Compagnie, n'était pas inéluctable.

Cette soi-disant créance a artificiellement grevé les comptes de l'entreprise en l'obligeant à en provisionner le remboursement.

La volonté de Veolia de se débarrasser de la SNCM est de notoriété publique.

Elle fait fi des engagements du Président Antoine Frérot de mettre en œuvre le plan de restructuration et de relance qu'il avait entériné.

Sa volonté d'organiser sciemment le dépôt de bilan apparaît comme une manœuvre au service d'intérêts souvent opaques.

Cette volonté ne peut pas, ne doit pas être cautionnée par l'État qui avait annoncé son soutien au Plan "Dufour".

Si rien n'est fait pour réaffirmer l'engagement de l'État et pour soutenir, avec les collectivités, l'entreprise, si rien n'est fait pour rappeler les actionnaires à leurs engagements et à leurs devoirs, l'issue est inéluctable : un dépôt de bilan déjà programmé puis la cessation d'activité.

Le Gouvernement ne doit pas cautionner un changement de gouvernance qui s'opèrera au détriment du service public, de l'entreprise et de ses salariés.

Les conséquences sont dramatiques pour nos régions, mais aussi pour notre pays. Nous serions confrontés à la déstabilisation du marché de service territorial au profit d'intérêts "privés".

Je ne donne en effet pas cher de l'avenir de la CMN (Compagnie Méridionale de Navigation) dans l'hypothèse d'une cessation d'activité de la SNCM.

Tous les excès tarifaires en situation de monopole de Corsica Ferries seront alors possibles. Ils se feront certes au détriment des usagers, mais ne nous y trompons pas, des collectivités également que l'on viendra solliciter !

Cette situation porte également en germe un conflit social très violent. Ce sera celui de la désespérance que personne, syndicats compris, ne pourra endiguer.

Nous aurons de plus contribué à fragiliser le Port de Marseille alors même que son essor est un enjeu majeur pour la réussite économique de la future Métropole.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, je souhaiterais savoir, au nom du groupe Agir Pour l'Espace Métropolitain mais aussi certainement au nom d'un grand nombre de nos collègues, ce que la Communauté urbaine envisage pour contribuer à la sauvegarde de cette entreprise.

Je vous remercie, Monsieur le Président, mes chers collègues, de votre attention.

Madame CELTON.- Monsieur le Président, chers collègues, nous voterons cette motion, mais permettez-moi de rappeler la position du groupe Pour un Territoire Solidaire.

Nous attendons de l'État, garant de la continuité territoriale de service public, qu'il stoppe la course de lenteur et donne enfin une réponse sans équivoque, conforme aux besoins des usagers de la desserte de la Corse.

La nouvelle DSP de 10 ans attribuée par la Collectivité Territoriale Corse au groupement SNCM-CMN en fixe le cadre.

Il convenait pour cela, d'accompagner le projet de renouveau et de développement de la compagnie avec ses prolongements industriels, d'une part en stabilisant le capital de la SNCM avec la Caisse des Dépôts et Consignations actionnaire pour moitié de Transdev ; d'autre part en engageant le financement du renouvellement de la flotte avec la commande à Saint Nazaire de quatre navires.

Au lieu de cela, le gouvernement vient de fuir sa responsabilité en laissant Transdev manœuvrer dans son objectif d'abandon de la SNCM.

C'est choquant et irresponsable.

Depuis 2005, les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité dans cet abandon bien profitable à la concurrence naviguant sous d'autres pavillons pratiquant le dumping social et fiscal.

Quant à l'Europe, prétexte bien commode aux tergiversations et à l'inertie, il faut rappeler que les 220 millions d'euros d'amende réclamés sont imputés à la SNCM alors qu'elle sanctionne les modalités en 2005 d'une privatisation dont l'État français est le seul responsable.

Et pour les 200 autres millions, ils concernent un service déjà réalisé pour assurer la continuité des transports depuis et vers la Corse tout au long de l'année et non aux seules périodes rentables.

Ce n'est pas qu'au moment des élections qu'il faut vouloir changer l'Europe. Sinon c'est de la duplicité.

En agissant ainsi, le gouvernement bafoue l'intérêt de la France, du Grand Port Maritime de Marseille, des quatre mille emplois directs et induits.

C'est inacceptable.

Voilà pourquoi, nous soutenons toutes les mobilisations des salariés qui se battent pour l'avenir de la SNCM.

L'État a toujours toutes les clefs en main pour respecter ses engagements.

Il doit se ressaisir dès lundi lors du conseil de surveillance de la SNCM et en publiant le décret d'application de la loi Cuvillier pour faire respecter les règles sociales du pavillon français de premier registre.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Madame, merci beaucoup.

Madame GHALI.- Monsieur le Président, je suis heureuse qu'on ait pu mettre à l'ordre du jour cette question qui est importante pour notre territoire. Comme je l'ai dit, il y a des moments où l'on peut être des adversaires dans une campagne électorale. Mais après, il y a des moments où l'on est tous concernés par l'intérêt de notre territoire et là, nous sommes capables, indépendamment de notre étiquette politique d'être unis. C'est unis que nous arriverons peut-être demain à sauver la SNCM. On pourrait nous reprocher de ne pas le faire.

Vous avez présenté une motion. Il se trouve que ce matin, je vous ai fait part du souhait de notre groupe de présenter une motion.

Votre motion est presque identique à la nôtre. Il est clair que nous voterons votre motion. Je vous demanderais juste de rajouter une chose, car une motion, c'est une chose, mais il faut aller plus loin.

Je souhaite que nous demandions une entrevue au Président de la République et au Premier Ministre sur la question de la SNCM avec une délégation de MPM.

En tant que Présidente de mon groupe, j'ai écrit au Premier Ministre et au Président de la République, mais il me semble nécessaire de montrer à tous qu'on ne peut pas, dans cette période, se permettre de supprimer 2000 emplois directs et 2000 emplois indirects sur l'espace métropolitain.

Je l'ai dit dans un communiqué. Je considère que malheureusement, les gouvernements, de droite comme de gauche, sur cette question-là, n'ont pas été très cléments à l'encontre de la SNCM. Il est important de montrer que nous sommes tous unis pour défendre la SNCM. Je vous remercie.

Monsieur RAVIER.- Merci Monsieur le Président.

Après une longue après-midi de débats, d'agitation, voire d'ambiance détendue, notre institution sombre dans le recueillement, dans le silence, dans une ambiance solennelle. Le silence s'est installé pour écouter les interventions les plus recueillies les uns que les autres ; chacun et chacune se penchant, la larme à l'œil, sur le mourant qu'est la SNCM.

Mon dieu, quelle catastrophe ! Les superlatifs ne manquent pas. On dirait que l'on vient de découvrir l'humidité de l'eau. On entend même notre consœur, Mme Ghali, nous demander d'oublier nos différences, d'oublier notre esprit partisan pour s'unir au nom de l'intérêt général du territoire et de défendre cette SNCM qui nous tient toutes et tous à cœur.

Vous vous foutez du monde, mesdames et messieurs !

Car cette situation ne devrait pas être une découverte. Elle est le résultat de votre politique, de votre abandon économique qui veut qu'aujourd'hui, nous soyons tous pieds et poignets liés à cette Europe, à votre Europe. Je peux le dire d'autant plus facilement qu'il n'y a plus de presse, c'est entre nous...

Vous voulez oublier, vous voulez faire oublier que si la société Corsica Ferries pratique le dumping social, c'est bien parce que cette Europe le lui permet. Et cette Europe est là parce que les parlementaires, français en particulier, dont vous faites partie Mme Ghali, vous et d'autres, ont transféré notre souveraineté économique. Vous avez transféré nos pouvoirs économiques, d'intervention, de stratégie économique pertinente. Nous n'avons plus les moyens d'intervenir, alors vous avez décidé, toutes et tous aujourd'hui de vous donner bonne conscience en versant une larme de crocodile. Moi, je ne verse pas de larme.

Je suis évidemment scandalisé par ce qui arrive à ces milliers de familles, mais les responsables, ils sont là. Ce sont les responsables, les décideurs politiques, français en particulier. Il faut que vous assumiez la politique que vous avez clairement choisie. Nous ne la soutenons pas, y compris dans vos larmes de crocodile que vous mettez en application à travers cette motion. Nous ne la voterons pas.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Ravier, juste un mot pour vous dire qu'il est bien évident qu'il n'y a que ceux qui ne font rien qui ne se trompent pas. Effectivement, vous faites partie de ceux-là. C'est la première des choses.

Deuxièmement, vous avez dit qu'il y avait qu'un silence s'était fait pour écouter les orateurs. C'est bien que nous nous écoutions les uns et les autres et à cet instant d'ailleurs, vous devriez m'écouter comme je vous ai écouté.

Je voudrais tout simplement vous dire que si nous nous sommes écoutés, vous, vous avez sombré dans une espèce de lyrisme qui nous a beaucoup amusés, mais au-delà de ce lyrisme et de quelques bons mots, que proposez-vous ?

Monsieur RAVIER.- Votez bien dimanche !

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous ne sommes pas au Parlement européen. Économiquement, que proposez-vous ?

Merci. La parole est à Mme Vassal.

(Tumultes)

Madame VASSAL.- Monsieur le Président, la SNCM, oui, on s'en occupe depuis très longtemps et oui, on est vraiment conscient des problématiques. Et s'agissant du fonctionnement, heureusement qu'il y a eu les institutions locales, le Conseil général, la Région PACA, la Communauté urbaine, la Ville de Marseille pour s'occuper de la SNCM. Car si ces institutions locales n'avaient pas existé, n'avaient pas été là, la SNCM n'existerait plus aujourd'hui !

Effectivement, elle est dans une situation encore plus catastrophique que d'habitude. Le signal d'avoir limogé, M. Marc Dufour, que vous ne devez pas connaître, mais ce n'est pas grave, est absolument lamentable. C'est un homme qui a tout fait pour que la SNCM ne sombre pas.

Comme d'habitude, le Front National crie, hurle, éructe sans rien proposer, vous avez raison de le dire, Monsieur le Président.

Nous, nous avons proposé des choses. Je ne ferais pas l'historique de ce qu'a fait Jean-Claude Gaudin, de ce que vous avez fait vous-même, de ce qu'a fait le Président Caselli, de ce qu'a fait le Président Guérini, de ce qu'a fait le Président Vauzelle pour arriver à avoir quelque chose qui permette à la SNCM de s'en sortir, mais surtout aux 2500 salariés directs, aux familles et aux emplois induits, de continuer à avoir une activité et travailler en bonne et due forme dans une ville qui nous intéresse et que nous voulons développer. Nous ne voulons pas faire de l'électoratisme de base.

Le Conseil général a voulu intervenir en entrant dans le capital sous réserve que l'État bien entendu fasse ce qu'il dit.

Là où vous n'êtes pas crédible, le Front National, c'est que non seulement vous ne connaissez pas les dossiers, mais vous ne dites pas la vérité. C'est parce que l'État n'assume pas ses responsabilités que nous sommes dans cette situation-là. Si l'État, qui était représenté pendant un certain moment par une Ministre qui est partie maintenant, avait porté le fer de lance pour que la SNCM puisse avoir une continuité, pour que le groupe Veolia ne se désengage pas et enfin pour que Transdev ne nous mène pas en bateau, nous n'en serions pas là !

Donc vous avez raison, Monsieur le Président, il faut faire cette motion. Il faut la faire avec les autres acteurs locaux, avec les autres institutions. Vous avez raison, Madame Ghali, il faut aller voir le Premier Ministre et le Président de la République. Cela fait 10 fois que nous leur demandons rendez-vous. Nous espérons que maintenant, avec une mobilisation de l'ensemble des parlementaires qui sont ici dans cet hémicycle et dans les autres hémicycles, nous pourrons l'obtenir.

En tout cas, ce qui est sûr, puisque M. Ravier a fait une allusion aux Européennes, eh bien oui, votez bien et surtout pas pour le Front National ! Votez bien pour les listes qui prévoient – j'espère que la presse le reprendra – d'avoir une Europe unie qui nous serve à quelque chose. Merci.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Madame Vassal.

Mesdames et messieurs, merci à chacun et chacune de vos interventions. Toute mise en scène et toute attribution de jeu de rôle mis à part, je considère que ce serait quand même catastrophique pour ce qui reste de ce premier port de France et dieu sait que nous le voyons décliner depuis bien longtemps. J'ai le souvenir d'une époque où les bateaux croisaient à la sortie du port. Des journées entières, nous

voyions entrer et sortir du port des paquebots. J'ai encore les noms en tête : le Kairouan, le Ville d'Alger, l'Aulne (sur lequel j'ai navigué d'ailleurs). C'était une activité économique extraordinaire.

A ce déclin, il y a des raisons objectives, des raisons subjectives et nous en sommes là où nous sommes aujourd'hui.

Mais très franchement, ne pensez-vous pas que ce pan essentiel qu'est l'activité portuaire, qui a fait cette ville, qui a fait sa richesse, il faut bien le reconnaître, mérite que nous gommions nos différences pour ensemble essayer de sauver cette entreprise ? C'est le pari que je veux faire.

Je vous remercie les uns et les autres d'avoir dit que vous accepteriez de voter cette motion, car très franchement, cet unanimité nous rend plus fort.

Par rapport à la proposition de Mme Ghali, je souhaiterais, et je vous le soumets, que les parlementaires que nous sommes ici, députés et sénateurs, toutes tendances confondues, prennent rendez-vous avec le Premier Ministre et s'il le faut, avec le Président de la République, pour porter dans les meilleurs délais, la nouvelle que nous souhaitons, c'est-à-dire, garantir la survie de la SNCM.

Car si d'aucuns peuvent imaginer que finalement c'est une entreprise qui disparaîtra au milieu d'autres, il ne resterait plus aucune compagnie pour porter le pavillon français dans cette ville. Très vite d'ailleurs, d'autres compagnies (je ne citerai aucun pays) prendraient immédiatement la place.

C'est un devoir que nous avons de sauver cette entreprise, à la fois pour notre ville, pour la garantie de l'emploi, mais aussi pour faire perdurer cette activité qui a fait flotter sur toutes les mers du monde le pavillon national et qui a aussi assuré la réputation du port de Marseille, comme un des premiers ports du monde qu'il fut alors dans un passé relativement récent et qu'en tout état de cause, nous devons essayer de maintenir par tous les moyens.

Donc si vous en êtes d'accord, avec l'ensemble des parlementaires de notre collectivité, députés et sénateurs, nous irons toquer à la porte de ces messieurs dans les meilleurs délais.

Êtes-vous d'accord ?

(Applaudissements)

Je vous remercie, je considère que la motion est votée par l'ensemble des représentants de la Communauté urbaine à l'exception du Front National et que nous sommes d'accord pour que l'ensemble des parlementaires, députés et sénateurs, constitue une délégation afin d'être reçu à la fois par le Premier Ministre – et nous nous engageons tout de suite pour ce faire – et par le Président de la République.

L'ordre du jour est épuisé la séance va être levée.

Madame GHALI.- Je voudrais que chacun prenne ses responsabilités notamment devant les Marseillais. Pouvons-nous voter clairement la motion ?

Monsieur LE PRESIDENT.- Bien sûr. Qui est d'avis d'adopter la motion ? Je vous prie de lever la main pour manifester votre intention.

La motion est adoptée.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Monsieur LE PRESIDENT.- Les choses sont dites. Nous nous retrouverons avec le plus grand plaisir le jeudi 26 juin 2014 au matin.

La séance est levée, je vous remercie.

(La séance est levée à 18 heures 30).